

l'Amérique, la poursuite de la course aux armements, et surtout le déploiement éventuel d'un système de défense stratégique, comportent des perspectives beaucoup plus inquiétantes que l'arrêt pur et simple de cette course. En effet, le Congrès américain a perdu son engouement pour les dépenses militaires, et nous entrons dans une période qui durera peut-être longtemps et où les crédits de défense devront être maintenus au même niveau en termes réels et peut-être, comme l'espère le Congrès, en termes absolus. Or, si les États-Unis s'obstinent à vouloir poursuivre la course aux armements nucléaires, ils devront réduire considérablement leurs forces classiques et les forces dont la principale tâche est de protéger leurs alliés. Le général Rogers et Lord Carrington, Secrétaire général de l'OTAN, ont déjà lancé des mises en garde à cet effet.

Les alliés seront aux prises, eux aussi, avec des problèmes très désagréables. La stratégie de la riposte graduée, adoptée il y a 20 ans, n'inspire plus aucune confiance, malgré l'absence d'une nouvelle convention sur les armements. Entre autres raisons, des facteurs techniques et politiques font que plus personne ne croit vraiment qu'il soit possible de juguler une guerre nucléaire une fois la première arme atomique lancée. Le général Rogers a fait valoir cet aspect de la question en sa qualité de Commandant suprême des forces alliées en Europe.

Deuxièmement, depuis l'époque où McNamara et moi avons persuadé les membres de l'Alliance d'adopter cette stratégie de la riposte graduée, ils n'ont pu s'entendre sur les modalités précises de sa mise en oeuvre. Nous ne pouvions même pas nous mettre d'accord sur les premières mesures à prendre en cas d'escalade dans un affrontement nucléaire. Je vous dirai qu'on est en train de retirer du théâtre européen les munitions atomiques de démolition (ADM), qu'on devait utiliser en un premier temps, parce que plus personne n'en voyait l'utilité, ou du moins, parce que les membres de l'Alliance ne pouvaient s'entendre sur l'emploi qu'ils auraient pu en faire.

La troisième raison est très importante du point de vue humain, et c'est la suivante : autant que je sache, personne ne croit vraiment depuis la dernière guerre que les Russes soient susceptibles de déclencher une attaque générale contre les forces de l'OTAN en Europe sans crier gare. Par contre, on craint avec raison qu'un conflit puisse éclater entre les forces de l'Alliance et celles du Pacte par suite, peut-être, de troubles en Europe de l'Est — rappelons-nous les soulèvements à Berlin et en Hongrie ou les crises de Pologne et de Tchécoslovaquie — ou encore à cause de troubles dans une région du tiers-monde comme le Moyen-Orient où les gouvernements risqueraient très vite d'être dépassés par la situation. Dès lors, la dissuasion perd toute sa signification. Le conflit a éclaté, et il s'agit désormais de la limiter sans recourir à l'arme nucléaire.

Le grand défi à relever pour les alliés consiste tout d'abord à renoncer à l'emploi quasi immédiat de l'arme nucléaire en cas de crise; c'est ce que veut implicitement l'actuelle doctrine de l'OTAN; il s'agirait pour elle de